



Élection des représentants du personnel au
Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER)
Liste présentée par **SUD Recherche EPST**, membre de **Solidaires Fonction Publique**,
avec le soutien de **Sud Éducation** et de **Solidaires Étudiant-e-s**

Personnels des EPST¹ nous devons élire pour la première fois nos représentants au CNESER.

Le Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER) est une instance consultative sur les missions confiées aux établissements publics d'Enseignement Supérieur et de Recherche. Des élus SUD Recherche EPST y porteront des orientations Solidaires et y défendront les personnels. Nous avons conscience des limites de cette instance dont les avis n'imposent aucune contrainte au pouvoir politique. Seule la construction d'un véritable rapport de force peut garantir des avancées. Pour SUD Recherche EPST, siéger au CNESER est avant tout un moyen d'avoir l'information nécessaire pour **nous alerter et construire ce rapport de force !** Pour SUD Recherche EPST, siéger au CNESER, c'est aussi **ne pas laisser le champ libre aux seuls lobbyistes** (du monde économique, de collectivités territoriales et autres... et même de notre propre milieu).

Mais au fait le CNESER, c'est quoi ce « machin » ?

Le « nouveau CNESER » est issu de la fusion de deux conseils : d'une part, le précédent CNESER, qui n'abordait que les questions relatives aux établissements d'enseignement supérieur ; d'autre part le CSRT (Conseil Supérieur de la Recherche et de la Technologie) – composé uniquement de personnalités nommées – qui s'intéressait aux questions relatives aux missions des établissements de recherche (EPST, mais aussi EPIC comme le CEA ou l'Ifremer). Cette fusion pourrait paraître sensée de prime abord, MAIS...

L'idée de regrouper dans une seule instance (de 100 personnes !) les multiples attributions du CNESER et du CSRT, depuis les grands débats stratégiques jusqu'aux problèmes de gestion interne, ne peut conduire qu'à une instance lourde et inefficace, avec le risque que nombre d'attributions ne soient plus traitées au niveau national mais transférées aux ComUE².

C'est un pas de plus vers la construction et la mise en compétition de « super-universités » régionales autonomes regroupant – de gré ou de force – les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, et corrélativement vers l'affaiblissement des cohérences nationales, tant au niveau des universités que des organismes de recherche.

Sous prétexte de « redonner toute sa place au R de « Recherche » du CNESER », c'est

- le **R** de « Régionalisation de l'ESR » qui est renforcé !
- le **A** « d'Autonomie des COMUE »,
- le **L** de « Lobbying »,
- le **C** de « Compétition »,
- le **U** « d'Usine à gaz » et
- le **E** « d'Éclatement des EPST » !



.../...

Nos valeurs :

SUD, c'est Solidaires, Unitaires et Démocratiques !

SUD Recherche EPST est un syndicat pour tous les personnels des EPST quel que soit leur statut, **volontairement inter-catégoriel et inter-EPST.**

SUD Recherche EPST est un syndicat de l'**Union Syndicale Solidaires**, pour un syndicalisme qui refuse de s'arrêter à la porte de nos lieux de travail, pour un vrai projet de transformation sociale. Si les luttes sectorielles sont utiles et nécessaires, elles doivent s'inscrire dans un objectif global de changement radical de société, pour un monde juste, ouvert et solidaire, au travers notamment d'un véritable partage des richesses et du travail ; un monde qui ne sacrifie pas l'intérêt général, les services publics et l'avenir de la planète aux profits de quelques intérêts privés, où la coopération remplace la compétition, où la différence est une richesse, où personne n'est laissé pour compte.

C'est pourquoi, avec Solidaires, nous participons activement à différentes initiatives : ATTAC dont Solidaires est membre fondateur, Réseau Éducation sans Frontières, forums sociaux, Marche Mondiale des Femmes, Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions, Convergences pour la Défense et le Développement des Services Publics, etc.

**Parce qu'un autre monde est possible,
de travailleurs-citoyens
et non d'esclaves-consommateurs
CONSTRUISONS-LE ENSEMBLE !**

¹ Établissements Publics à caractère Scientifique et Technologique : CNRS, IFSTTAR, INED, INRA, INRIA, INSERM, IRD et IRSTEA.

² Communauté d'Universités et d'Établissements : les CUE devenues ComUE...

S'ajoutent à cela une composition et un mode de désignation des représentants des personnels qui sont pour nous inacceptables : pour Sud Recherche EPST, **un travailleur = une voix**, tout comme un citoyen = une voix ! Nous combattons l'approche corporatiste et élitiste qui consiste à déterminer la représentation du personnel par collèges distincts en fonction des statuts ou niveaux hiérarchiques ; d'autant que le but est en général de minorer la représentation d'une partie des agents, voire de les exclure. (*Ainsi pour ces élections au CNESER, la représentation des collèges « chercheurs » (6 sièges) et « Ingénieurs et Techniciens » (4 sièges) est inversée par rapport aux effectifs.*)

Nous revendiquons pour tous les agents, quels que soient leur statut ou fonction, le droit de s'exprimer avec le même poids, que ce soit dans la vie de tous les jours et les projets des équipes et services, ou lors des élections !

Alors pourquoi y aller ?

Pour ne pas laisser le champ libre à ceux qui, au nom de leurs prétendues « Excellences » ou « Qualités » auto-proclamées, poussent à faire de l'ESR un système de féodalités concurrentes dont ils se verraient bien les suzerains.

NOS PRINCIPALES REVENDICATIONS

- **Arrêt de la politique de recours généralisé à l'emploi précaire et titularisation des actuels non-titulaires** répondant à des besoins permanents, quel que soit leur mode de financement ; **ouverture immédiate au recrutement de tous les emplois gelés** (près de 5000 dans les EPST !)
- **Remise en cause du règne du financement sur projets ; suppression de l'ANR** qui est le plus grand créateur d'emplois précaires et **redistribution de ses moyens** dans les Établissements.
- **Fin de la gabegie du Crédit Impôt Recherche (CIR)**, utilisation de l'argent public pour financer des recherches d'intérêt public, et en premier lieu le service public de l'ESR ! Les 6 milliards du CIR, c'est plus qu'il n'en faut pour titulariser les précaires, développer l'emploi et redonner aux labos les moyens nécessaires.
- **Suppression de l'HCERES et refus de la politique d'allocation des moyens à la « performance »**, qui ne fait que renforcer ce qui marche et enfoncer ce qui va moins bien. Les moyens doivent être répartis selon les besoins, selon des priorités discutées dans les instances ad hoc des établissements.
- **Refonte complète du socle législatif** (Pacte pour la Recherche, lois LRU et Fioraso, loi Sauvadet...), à l'opposé de ces logiques de mise en concurrence et de précarisation.
- **Restauration des EPST dans toutes leurs missions et fonctions** : capacité de financer, de mettre en œuvre une politique nationale d'organisme et de construire un dispositif d'évaluation-conseil adapté à la vocation de chacun ; celle des unités (ou autres collectifs de recherche) devant redevenir de la compétence des instances scientifiques des EPST ; **arrêt de la dérive vers la régionalisation de l'ESR**, remise en cause des politiques d'EX(clusion) et du pouvoir accru des ComUE.
- **Suppression de la PEDR** (ex-PES prime d'excellence scientifique) et de tout système d'intéressement ou de modulation des rémunérations selon les fonctions ou la « performance » individuelle (PFR, ISFIC, PFI...) ; il faut **revaloriser substantiellement les salaires et les carrières de tous les personnels de la recherche publique, et a minima réduire les disparités existantes avec d'autres statuts !**
- **Refonte du contrat doctoral** garantissant l'égalité et l'indépendance des doctorantes et doctorants.
- **Égalité de déroulement de carrière entre les hommes et les femmes.**
- **Droit à la mobilité choisie et refus de toute mobilité forcée.**
- **Non à la pression au travail** : contre les politiques managériales, les évaluations-sanctions, l'obsession du résultat chiffré et des indicateurs, qui tendent à nous priver de toute autonomie et du sens même de notre travail et de nos missions de service public.

REMETTONS LA CONFIANCE et LA COOPERATION au centre de notre fonctionnement collectif, POUR UNE RECHERCHE VRAIMENT AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ !

Nous voulons un projet collectif d'avenir pour la recherche publique, porteur des raisons qui nous font croire à l'utilité de nos métiers et à une recherche qui investit pour bâtir un monde solidaire, pour la collectivité et pour chacun(e) !

Nos candidates et candidats

Titulaires	Suppléant-e-s
1 - Marie-Bernadette ALBERT (IR – IRSTEA - Antony)	1bis – Alain CASTERA (IR – CNRS – Villeurbanne)
2 – Olivier GUIBERT (AT – INRA – Valence)	2bis – Colette MINTSA-EYA (IE – IFSTTAR – Lyon-Bron)
3 – Sylvie TOULERON (T – CNRS – Annecy)	3bis – Loïc PRUD'HOMME (TR – INRA – Bordeaux)
4 – Pierre VINANT (IR – IFSTTAR – Versailles)	4bis – Huguette FELIX (IE – IRSTEA – Aix-en-Provence)
1 - Janique GUIRAMAND (CR – CNRS - Montpellier)	1bis – Philippe BON (CR – IFSTTAR – Villeneuve d'Ascq)
2 – Jean-François HUMBERT (DR – INRA – Versailles)	2bis – Soizic Morin (CR – IRSTEA – Bordeaux-Cestas)
3 – Christine BUISSON (DR – IFSTTAR – Lyon-Bron)	3bis – Samuel ALIZON (CR – CNRS – Montpellier)
4 – Guillaume MARRELEC (CR – INSERM – Paris)	4bis – Alice MOUTON (DR – CNRS – Ivry)
5 – Élodie MERLOT (CR – INRA – Rennes)	5bis – Fabrice VIRGILI (DR – CNRS – Paris)
6 – Jean-Jacques PERNELLE (DR – IRSTEA – Antony)	6bis – Christine BENISTANT (CR – INSERM – Montpellier)